

Attal-Glucksmann, l'autre match

di Françoise Fressoz

Ce n'est peut-être qu'une coïncidence, mais elle en dit beaucoup : la semaine où Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, tient son premier meeting de candidat à l'élection présidentielle, samedi 30 mai, porte de Versailles, à Paris, Raphaël Glucksmann, coprésident de Place publique, déclare qu'il se donne trois mois avant de dire s'il se lance ou non dans le grand bain de 2027.

Chez le premier transparent l'ambition de tenter sa chance coûte que coûte et l'envie de mener campagne tambour battant. Chez le second prédomine la prudence qui avait marqué, en son temps, le cheminement du social-démocrate Jacques Delors : pressé par ses amis de tenter l'aventure présidentielle, celui-ci avait finalement déclaré forfait le 11 décembre 1994, devant 13 millions de téléspectateurs, estimant qu'il n'aurait pas les moyens de conduire les réformes qu'il jugeait indispensables au pays parce qu'il serait lâché par la gauche sans être pour autant soutenu par le centre. Aux yeux de Raphaël Glucksmann, qui se réfère par ailleurs beaucoup à Pierre Mendès France, il ne suffit pas de conquérir le pouvoir, encore faut-il avoir les moyens de l'exercer. Le titre de son livre, *Nous avons encore envie* (Allary Ed., 18,90 euros), est un pari sur le réveil collectif des Français, tandis que celui de Gabriel Attal, *En homme libre* (Ed. de l'Observatoire, 22 euros), met davantage en avant l'aventure individuelle.

Rapprocher le cas des deux hommes peut sembler hors de propos, tant chacun est pour l'heure occupé à tenter d'imposer son leadership dans son propre camp. Au sein de l'espace central, Gabriel Attal cherche à bousculer la position du président d'Horizons, Edouard Philippe, en tête dans les sondages mais qui ne s'est pas pour autant imposé comme le candidat incontournable. Raphaël Glucksmann essaie, lui, de convaincre la gauche non mélenchoniste, à commencer par le Parti socialiste, de

se rallier à lui, ce qui n'est pas une mince affaire. Cependant, la somme des problèmes à résoudre que les deux mettent en exergue dans leurs ouvrages laisse pressentir qu'une grande redistribution des cartes se jouera en 2027 : face à la pression des extrêmes, le rassemblement le plus large possible sera nécessaire pour présider la France. Toute la question est de savoir qui sera le maître de cette redistribution.

Il est symptomatique de constater que nombre des priorités mises en avant par Raphaël Glucksmann et Gabriel Attal se rejoignent et rejoignent celles d'Edouard Philippe : le sursaut éducatif, la meilleure prise en compte des préoccupations de la jeunesse, la question salariale, la révolution énergétique, le réarmement du pays, la maîtrise de l'intelligence artificielle. Sur la sécurité et sur l'immigration, deux sujets qui taraudent la société, le social-démocrate opère une révolution copernicienne en optant pour la fermeté, quitte à trancher avec toute une culture de gauche.

L'argument le plus convaincant de Raphaël Glucksmann est de dire que les Français, en quête de changement, n'éliront aucun de ceux qui ont été premiers ministres d'Emmanuel Macron. Son handicap le plus sérieux est de peiner à démontrer que, une fois élu, il sera en capacité de rester fidèle à l'idéal de gauche qui est de transformer la société, alors que le pays est menacé par la récession et que l'action publique est entravée par un endettement qui rend le modèle social insoutenable. Or, chaque fois que la gauche a accédé au pouvoir, le soupçon de trahison a miné l'autorité de ses dirigeants.

Argument patriotique

La vision qu'il défend dans son livre délimite bien l'espace social-démocrate qu'il entend occuper. Il dénonce la montée de l'individualisme, dont se sont accommodés les macronistes mais qui mine le pacte républicain. Il se démarque en même temps du communautarisme de Jean-Luc Mélenchon, qui lui apparaît comme un poison, alors que la gauche, dans son ensemble, a échoué ces dernières décennies à incarner le « *camp des travailleurs* ».

Son analyse des ressorts sur lesquels s'appuie le Rassemblement national (RN) pour conquérir les classes populaires – « *besoin de reconnaissance, quête de fierté, nécessité de reprendre en main son destin* » – est pertinente. Sa grande faiblesse est

de ne pas dire comment il mettra en œuvre le nouveau pacte fiscal qu'il préconise et qui consiste à mettre davantage à contribution « *les retraités aisés, les héritiers fortunés et les plus hauts patrimoines* ».

La hausse des taxes et des impôts est d'ailleurs fermement combattue par Gabriel Attal comme par Edouard Philippe, qui redoutent par-dessus tout qu'une partie de la droite et du patronat n'en tire prétexte pour conclure une alliance avec l'extrême droite susceptible de porter Jordan Bardella et le RN à l'Élysée. La conséquence est que, si l'outil fiscal ne recueille pas un consensus suffisant, le pays est voué à une série de remises en cause difficiles à vendre pendant une campagne électorale. Le prétendant social-démocrate effleure à peine le sujet.

C'est en définitive l'argument patriotique qui apparaît le plus valide pour cimenter le camp progressiste. Député européen, engagé depuis des années dans le combat pour la liberté, Raphaël Glucksmann est aux premières loges pour observer les faux-semblants de l'extrême droite. « *Notre pays, écrit-il, ne peut pas être gouverné par un parti qui a accepté de l'argent russe pour mener campagne, a salué dans le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025 "un vent de liberté soufflant sur les démocraties occidentales", a reconnu l'annexion de la Crimée en 2014, puis combattu l'armement de l'Ukraine en 2022, a fait d'Elon Musk son candidat en 2024, pour le prix Sakharov, récompensant chaque année les plus grands combattants de la liberté, a refusé de taxer les colis chinois qui ratiboisent nos productions et nos commerces...* » Tout cela est vrai, mais sera-t-il entendu ?